

Chapitre 10

Capitaliser sur la migration de retour en la rendant plus attractive et durable

Le capital humain, les moyens financiers et les normes sociales acquis par les migrants de retour constituent une source importante de développement pour de nombreux pays. Ce chapitre fait la synthèse des principales tendances de la migration de retour identifiées dans les pays partenaires du projet IPPMD. Il examine le potentiel des migrants de retour en matière de développement, qui dépend fortement de l'environnement économique, social et institutionnel de leur pays d'origine. De plus en plus de pays instaurent des politiques axées sur la migration de retour afin de faire revenir les émigrés et de favoriser leur réintégration. Au-delà des politiques ciblées, ce chapitre étudie également comment les politiques sectorielles jouent un rôle non seulement en faisant revenir les citoyens chez eux, mais aussi en contribuant à leur réintégration durable dans la société et en reconnaissant les possibilités qu'ils offrent pour contribuer au développement du pays.

La question de migration de retour est devenue un sujet important parmi les préoccupations d'un nombre croissant de pays d'origine des immigrés. La crise économique mondiale de 2008 a engendré une hausse inattendue du nombre d'immigrés retournant chez eux. Les immigrés constituant l'un des groupes les plus vulnérables, ils ont été parmi les premiers à perdre leur emploi. Certains sont retournés dans leur pays d'origine par leurs propres moyens, d'autres dans le cadre de programmes d'aide au retour volontaire, ou d'autres encore ont été expulsés. Les récents conflits dans les pays de destination ont également accéléré les flux de retour. La crise en Libye, par exemple, a généré d'importants flux de retour vers les pays de l'Afrique subsaharienne. De même, la guerre civile de 2011 en Côte d'Ivoire s'est traduite par des retours massifs, en particulier vers le Burkina Faso.

De nombreux pays en développement sont également intéressés par le retour de leurs compatriotes, notamment les plus qualifiés, afin de pouvoir bénéficier de leurs compétences et de leur expérience acquises à l'étranger. Le capital humain, les moyens financiers et les normes sociales acquis par les migrants de retour constituent une source importante de développement pour les pays d'origine. Lors des ateliers de lancement et des consultations bilatérales qui ont eu lieu dans le cadre du projet IPPMD (chapitre 2), plusieurs parties prenantes ont souligné l'importance de la migration de retour pour leurs pays. Cela implique d'offrir plus d'incitations au retour et de soutenir la réintégration, en plus de renforcer les liens avec la diaspora. Elles ont insisté sur le fait que le retour était la priorité du programme « Migration et Développement », et se sont montrées déterminées à faire revenir leurs ressortissants.

Cependant, le potentiel des migrants de retour en matière de développement dépend fortement de l'environnement économique, social et institutionnel dans leur pays. Plus ils ont vécu à l'étranger, plus il leur est difficile de s'adapter à leur pays d'origine. Leurs attentes, concernant l'accès à des services publics plus nombreux et plus efficaces par exemple, peuvent avoir augmenté. Les politiques sectorielles jouent donc un rôle essentiel en faisant revenir les citoyens chez eux, mais aussi en facilitant leur réintégration dans la société et, de ce fait, en garantissant la durabilité de leur retour.

Ce chapitre fait la synthèse des principales tendances de la migration de retour identifiées dans les pays partenaires du projet IPPMD. Conformément aux conclusions mises en évidence dans la partie II du rapport, la deuxième section démontre dans quelle mesure le capital financier, humain et social que les migrants de retour rapportent avec eux contribue au développement de leurs pays d'origine. La troisième section explique comment différentes politiques publiques peuvent influencer la décision et la durabilité du retour. Le chapitre conclut sur des recommandations de politiques.

Tableau 10.1. **Migration de retour, politiques sectorielles et développement : principales conclusions**

Quels sont les effets de la migration de retour sur les pays d'origine ?	Quels sont les effets des politiques sectorielles sur la migration de retour ?
<ul style="list-style-type: none"> ● Les ménages de migrants de retour ont davantage tendance à diriger des entreprises que les ménages sans migrant. 	<ul style="list-style-type: none"> ● Le fait que les migrants de retour n'aient pas accès aux agences gouvernementales pour l'emploi peut laisser supposer qu'une activité indépendante est la seule possibilité.
<ul style="list-style-type: none"> ● Au sein des ménages agricoles, la migration de retour augmente l'investissement consacré aux activités agricoles mais aussi à certaines autres activités, créant des possibilités de diversification. 	<ul style="list-style-type: none"> ● Les politiques publiques visant à alléger les contraintes financières des ménages, telles que les subventions agricoles, peuvent représenter des incitations poussant les émigrés à rentrer chez eux.
<ul style="list-style-type: none"> ● La migration de retour permet d'élargir les compétences dans le pays d'origine. Même si seule une petite partie des migrants les plus qualifiés reviennent, ils permettent d'augmenter le stock de capital humain dans les pays d'origine. 	<ul style="list-style-type: none"> ● La protection sociale augmente la probabilité que les émigrés reviennent de façon permanente.

Note : Ces conclusions ne concernent pas tous les pays. Des conclusions plus spécifiques aux différents pays figurent dans les rapports nationaux du projet IPPMD.

Les données IPPMD ont apporté un nouvel éclairage sur un sujet peu étudié

Il existe très peu d'informations sur la migration de retour car, à ce jour, aucune collecte de données systématique et représentative n'a été organisée à grande échelle. Les données IPPMD, toutefois, indiquent que les tendances de retour diffèrent de manière significative entre les pays partenaires. Dans l'étude IPPMD, les migrants de retour désignent des individus ayant vécu dans un autre pays pendant au moins trois mois consécutifs et revenus vivre aujourd'hui dans leur pays de naissance. Certains sont revenus par choix tandis que d'autres y ont été forcés. Le tableau 10.2 représente le nombre de migrants de retour et le taux de retour dans l'étude IPPMD¹ à la fois au niveau de l'individu et du ménage. Dans l'échantillon, l'Arménie compte le plus grand nombre de migrants de retour (707), tandis que le Costa Rica présente la plus grande part de migrants de retour dans le total des migrants de retour et des émigrés (55 %), principalement parce qu'il compte moins d'émigrés que les autres pays. Avec 9 %, la République dominicaine a la plus petite part de migrants de retour. Au niveau du ménage, la République dominicaine a la plus petite part de ménages d'émigrés avec un migrant de retour (13 %), et le Burkina Faso la plus grande part (65 %). Ce pourcentage élevé au Burkina Faso s'explique par la crise politique qui a eu lieu en Côte d'Ivoire en 2010-11 et a poussé de nombreux immigrés à rentrer dans les pays voisins.

Dans l'étude IPPMD, plus de 40 % de tous les migrants de retour avaient passé moins d'un an dans leurs pays de destination avant de rentrer chez eux (graphique 10.1). L'Arménie (71 %) et le Cambodge (60 %) ont la plus grande part d'émigrés qui reviennent après avoir passé entre 3 et 12 mois seulement à l'étranger. Cette situation est surtout imputable à la grande part d'émigrés saisonniers venant de ces pays. Par exemple, de nombreux Arméniens (vers la Russie) et Cambodgiens (vers la Thaïlande) migrent à plusieurs reprises entre leur pays d'origine et le pays d'accueil pour travailler dans l'agriculture. Le Maroc, en revanche, a la plus grande part de personnes qui reviennent après plus de cinq années passées à l'étranger. La durée du séjour dans les pays d'accueil peut jouer un rôle dans la décision du retour et la réintégration après le retour. Après un long séjour passé en dehors du pays d'origine, le migrant de retour peut avoir plus de difficultés à se réintégrer dans la vie économique, sociale et politique de son pays d'origine.

Tableau 10.2. **Les pourcentages de migrants de retour différent entre les pays partenaires**

Nombre de migrants de retour et de ménages avec un migrant de retour et leurs parts

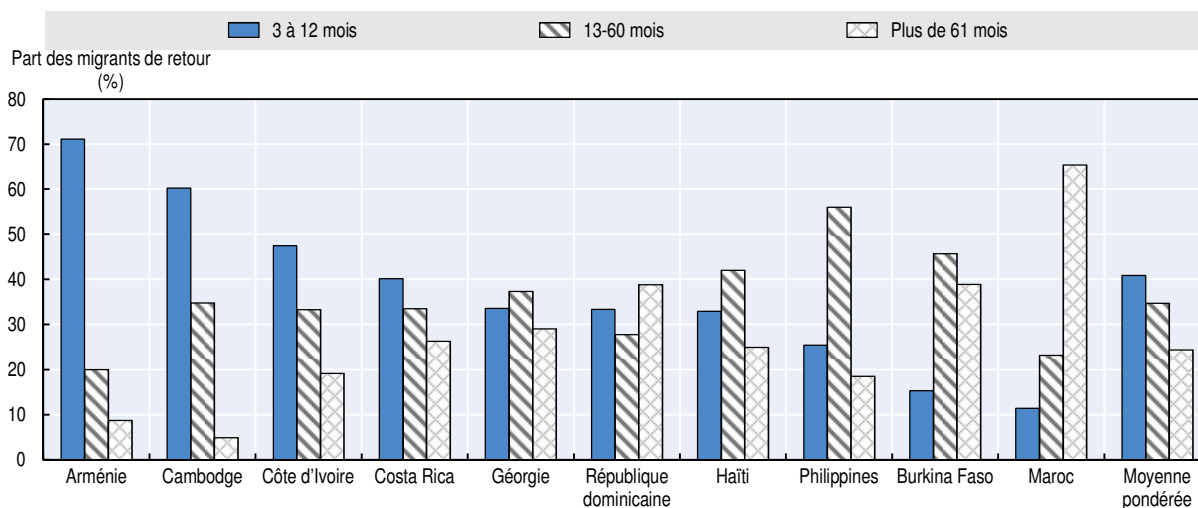
Pays	Migrants de retour		Ménages avec un migrant de retour	
	Total	Part ¹ (%)	Total	Part ² (%)
Arménie	707	46	499	53
Burkina Faso	521	48	411	65
Cambodge	409	22	282	28
Costa Rica	140	55	119	62
Côte d'Ivoire	188	23	169	34
République dominicaine	65	9	59	13
Géorgie	308	24	258	27
Haïti	88	20	86	26
Maroc	333	23	318	29
Philippines	361	26	335	33
Échantillon total	3 120	29	2 536	33

Notes : 1. La part des migrants de retour est le pourcentage de migrants de retour dans le total de tous les migrants de retour et émigrés inclus dans l'échantillon. 2. La part des ménages avec un migrant de retour est le pourcentage de ménages de migrants de retour dans le total de tous les ménages avec au moins un émigré, un migrant de retour ou les deux.

Source : Élaboré à partir des données IPPMD.

Graphique 10.1. **En moyenne, la plupart des migrants de retour reviennent après moins d'une année à l'étranger**

Durée du séjour dans le pays de destination, avant le retour



Source : Élaboré à partir des données IPPMD.

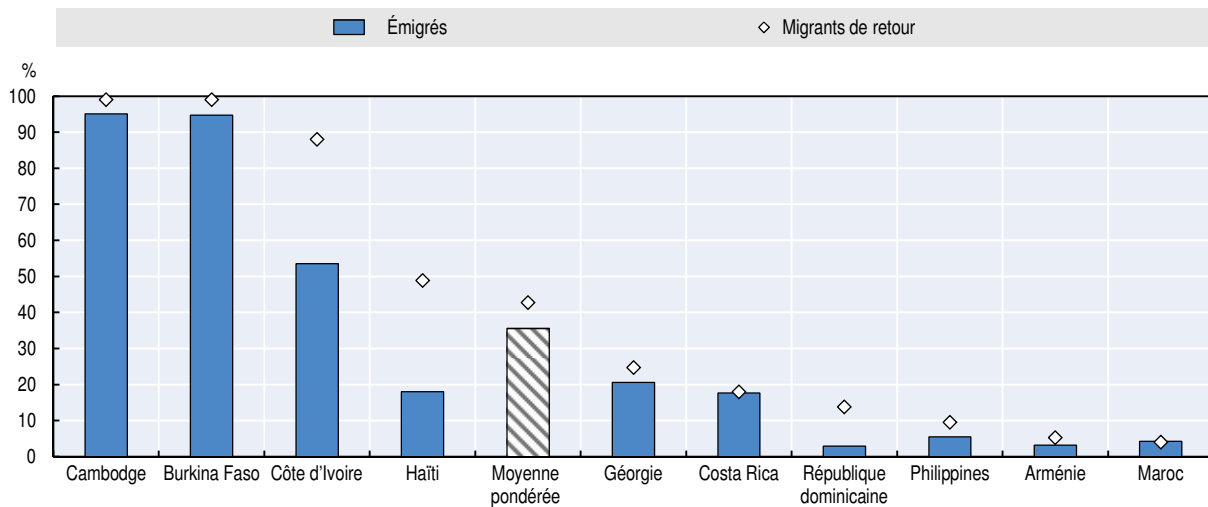
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933479463>

Le graphique 10.2 montre la part de migrants de retour dont les anciens pays d'accueil sont des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire en comparaison avec la part des pays de destination des émigrés dans ce groupe de revenus. Dans la majorité des pays, la part des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire est supérieure pour les migrants de retour par rapport aux pays de destination des émigrés. Si 36 % de tous les émigrés pris en

compte dans les enquêtes IPPMD résident actuellement dans des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, une plus grande part de migrants de retour (moyenne pondérée de 43 %) reviennent de ces pays. La différence est particulièrement notable pour la Côte d'Ivoire et Haïti, où la part de migrants de retour est respectivement de 35 % et 31 % supérieure à la part d'émigrés dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Pour la Côte d'Ivoire, la situation s'explique par le grand nombre d'Ivoiriens originaires du Burkina Faso qui sont revenus après le conflit. Pour Haïti, les flux de retour soudains de la République dominicaine en 2014 ont influé sur les résultats.

Graphique 10.2. Une plus grande part de migrants de retour proviennent de pays à revenu faible et intermédiaire

Part des migrants de retour issus de pays à revenu faible et intermédiaire et part d'émigrés résidant dans des pays à revenu faible et intermédiaire (%)



Note : Les chiffres se rapportent aux précédents pays de résidence des migrants de retour. Les niveaux de revenu reposent sur la classification à cinq niveaux de la Banque mondiale.

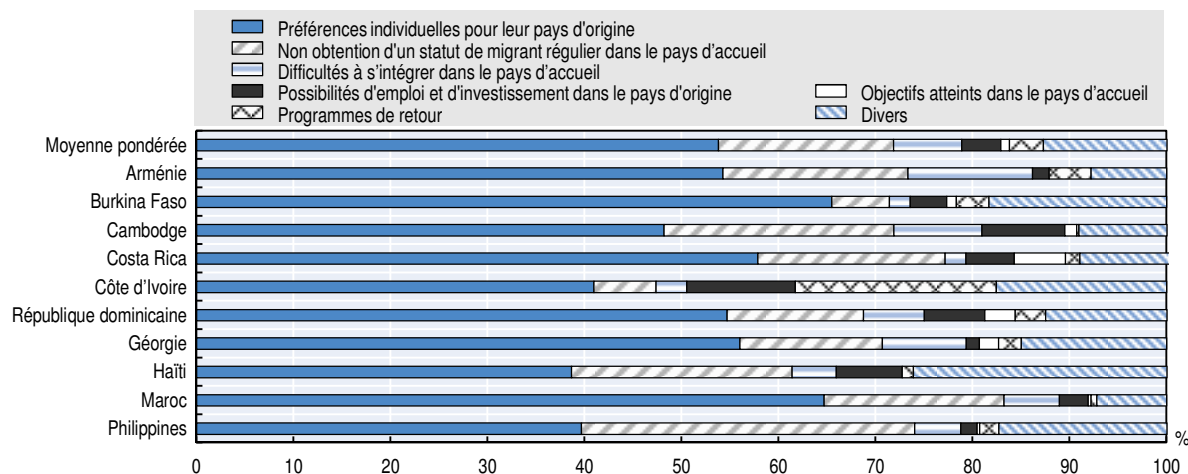
Source : Élaboré à partir des données IPPMD.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933479473>

Pour saisir l'impact de la migration de retour, il est essentiel de comprendre pourquoi les immigrants décident de rentrer chez eux. S'il existe des différences entre les pays partenaires, certaines tendances générales de la migration de retour se profilent dans l'échantillon IPPMD (graphique 10.3). La décision du retour est étroitement liée aux préférences personnelles, par exemple le regroupement de la famille dans son pays d'origine. La deuxième grande part de migrants de retour est revenue faute d'avoir obtenu un permis de travail ou de résidence légal dans les pays de destination. En moyenne, les difficultés d'intégration sur le plan économique et social dans les pays de destination constituent le troisième facteur le plus important. Une petite part de migrants décident de rentrer dans leur pays d'origine après s'être rendu compte que les opportunités d'emploi et d'investissement y étaient meilleures. La participation à des programmes de retour basés dans les pays d'accueil figure parmi les raisons les moins citées.

Graphique 10.3. La plupart des migrants de retour interrogés sont revenus parce qu'ils préfèrent leur pays d'origine

Raisons du retour des migrants dans leur pays d'origine



Source : Élaboré à partir des données IPPMD.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933479481>

La contribution des migrants de retour au développement reste limitée

Les migrants de retour peuvent rapporter trois types de capital accumulé dans les pays de destination :

- **Capital financier**, qui peut être investi dans la création d'entreprise et favoriser l'activité indépendante.
- **Capital humain**, qui peut limiter les effets négatifs éventuels de l'émigration des plus qualifiés.
- **Capital social**, qui peut avoir un grand effet d'entraînement via le transfert de normes.

Le degré de contribution au développement de chacun de ces types de capital est examiné ci-après.

Les migrants de retour investissent leur capital financier dans la création d'entreprise et une activité indépendante

De plus en plus de preuves documentaires laissent entendre que les migrants de retour sont plus enclins que les non-migrants à devenir entrepreneurs ou indépendants (De Vreyer et al., 2010 ; Piracha et Vadean, 2009). Les économies accumulées à l'étranger peuvent servir de ressource pour la création d'une entreprise. Les migrants de retour qui ont l'intention de s'établir en tant qu'indépendants ou de créer une entreprise à leur retour vont avoir tendance à épargner plus à l'étranger ; ces projets font partie intégrante des stratégies migratoires individuelles. Par ailleurs, ces activités peuvent également être le dernier ressort, en particulier pour ceux qui ont été obligés de rentrer ou dont les compétences ne correspondent pas aux besoins du marché du travail national (Mezger et Flahaux, 2013).

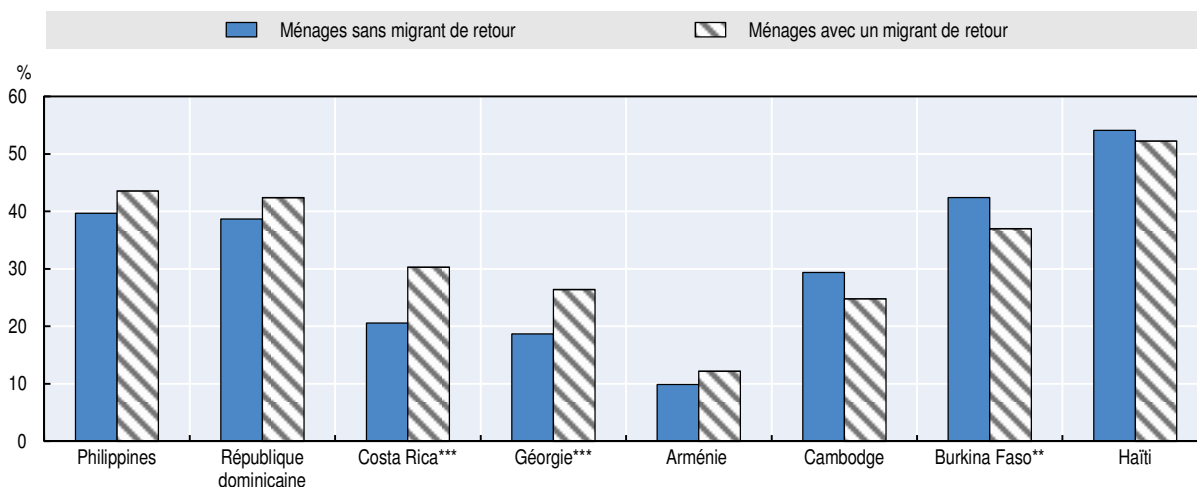
Le chapitre 3 a montré que les migrants de retour dans les pays partenaires du projet IPPMD sont plus susceptibles que les autres migrants d'exercer une activité indépendante. L'impact sur l'économie grâce à la création d'emplois, toutefois, dépend grandement du fait qu'ils emploient ou non d'autres personnes. Il est regrettable que les données n'indiquent pas si les membres travailleurs indépendants détiennent une entreprise ou non. Néanmoins,

étant donné que l'activité indépendante et la création d'entreprise sont en étroite corrélation, l'analyse IPPMD peut montrer si les membres d'un ménage qui sont des travailleurs indépendants appartiennent à des ménages dirigeant des entreprises.

Dans la plupart des pays partenaires, tous les ménages qui dirigent des entreprises ont plus de chance de compter des membres exerçant une activité indépendante (de 84 % des ménages qui dirigent des entreprises aux Philippines à 99 % au Burkina Faso). Les travailleurs indépendants peuvent être divisés en deux groupes : ceux qui travaillent dans l'agriculture et les autres. Dans les faits, les ménages dirigeant une entreprise comptent rarement des membres qui exercent une activité indépendante dans l'agriculture, excepté au Cambodge et au Burkina Faso. Environ 80 à 90 % des ménages qui dirigent une entreprise comptent des membres exerçant une activité indépendante non agricole. Les ménages avec un migrant de retour ont davantage tendance à compter des membres exerçant une activité indépendante non agricole, excepté dans les trois pays à faible revenu : le Burkina Faso, le Cambodge et Haïti (graphique 10.4).

Graphique 10.4. Les ménages avec des migrants de retour dans les pays à revenu intermédiaire sont plus susceptibles de compter des travailleurs indépendants dans des secteurs non-agricoles que les ménages sans migrants de retour

Part des ménages comptant des travailleurs indépendants dans des secteurs non-agricoles (%)



Note : L'échantillon exclut les ménages comptant uniquement des immigrés. La Côte d'Ivoire et le Maroc sont exclus en raison du manque de données. La signification statistique calculée à l'aide du test du khi carré est indiquée comme suit : *** : 99 %, ** : 95 %, * : 90 %.

Source : Élaboré à partir des données IPPMD.

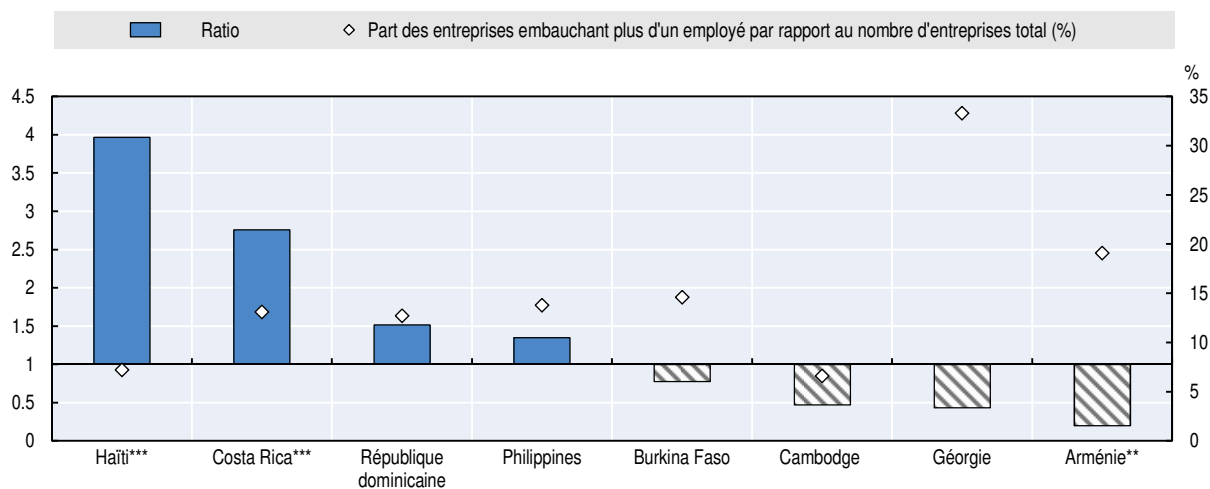
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933479490>

Les ménages avec un migrant de retour sont également plus susceptibles que les ménages sans migrant de retour de diriger des entreprises (chapitre 6). La majorité des entreprises qui figurent dans l'étude, toutefois, ont tendance à employer uniquement des membres de leur famille ou des proches. Le graphique 10.5 indique si les entreprises dirigées par des ménages avec un migrant de retour ont plus de chance que les entreprises dirigées par des ménages sans migrant de retour de recruter des personnes extérieures à leur famille. Il compare les parts de ménages dirigeant une entreprise qui recrutent des employés extérieurs pour les ménages avec migrants de retour et les ménages sans migrant de retour. Les résultats ne montrent aucune tendance générale dans les différents pays partenaires. En Haïti, par exemple, les ménages avec migrants de retour sont plus

susceptibles de diriger des entreprises qui emploient d'autres personnes, tandis qu'en Arménie, c'est l'inverse. De nombreux facteurs entrent en jeu dans la détermination de l'échelle de l'entreprise. Dans de nombreux pays, les parties prenantes ont bien souligné, au cours des entretiens de consultation, que les contraintes financières constituaient l'un des facteurs les plus contraignants. Par exemple, sans accès au crédit, les migrants de retour ne peuvent développer l'entreprise qu'ils ont créée.

Graphique 10.5. Les entreprises dirigées par des ménages avec migrants de retour ne sont pas nécessairement plus enclines à faire appel à du personnel extérieur que les entreprises dirigées par des ménages sans migrants

Ratio entre les ménages avec migrants de retour et les ménages sans migrants de retour qui font appel à du personnel extérieur au sein de leurs entreprises



Note : L'échantillon exclut les ménages comptant uniquement des immigrés. La signification statistique calculée à l'aide du test du khi carré est indiquée comme suit : *** : 99 %, ** : 95 %, * : 90 %. Il s'agit de l'écart (en %) au sein des ménages recrutant du personnel extérieur, entre les ménages avec migrant de retour et les ménages sans migrant de retour. La Côte d'Ivoire et le Maroc sont exclus en raison du manque de données.

Source : Élaboré à partir des données IPPMD.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933479505>

L'épargne financière rapportée par les migrants de retour peut aussi favoriser les dépenses des ménages agricoles liées aux actifs agricoles. La migration de retour augmente également l'investissement dans d'autres types d'activités au sein de ces ménages, créant des opportunités de diversification (chapitre 4). Il s'avère également que les ménages avec un migrant de retour sont plus susceptibles de devenir propriétaires d'un bien immobilier que les ménages sans migrant de retour dans la plupart des pays (chapitre 6).

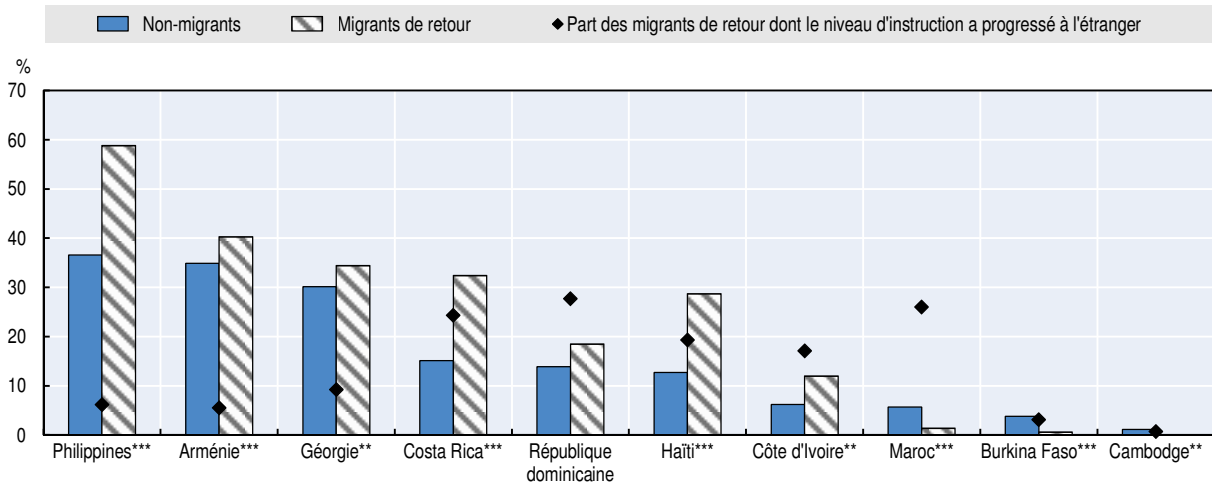
Les migrants de retour pourraient transférer plus de compétences et de connaissances

Les professionnels de retour possédant des compétences dans les domaines de la technologie, de l'encadrement, du marketing ou des sciences créent souvent de nouvelles sociétés, transfèrent des connaissances et augmentent le stock de capital humain dans leur pays d'origine. Ils peuvent également compenser la perte de capital humain imputable à l'émigration (OCDE, 2008). Le graphique 10.6 confirme que les migrants de retour dans l'étude IPPMD sont généralement plus instruits que les non-migrants, excepté au Burkina Faso, au Cambodge et au Maroc où les niveaux globaux d'instruction sont en général bien inférieurs

à ceux des autres pays (chapitre 5). Les niveaux d'instruction supérieurs des migrants de retour peuvent s'expliquer par la sélection positive initiale de l'émigration – les individus les plus instruits auront davantage tendance à émigrer – ou par des formations ou des scolarisations à l'étranger, ou une combinaison des deux.

Graphique 10.6. Les migrants de retour sont généralement plus instruits dans la plupart des pays

Proportion de personnes ayant atteint un niveau d'études supérieures (%)



Note : La signification statistique calculée à l'aide du test du khi carré est indiquée comme suit : *** : 99 % ** : 95 % * : 90 %.

Source : Élaboré à partir des données IPPMD.

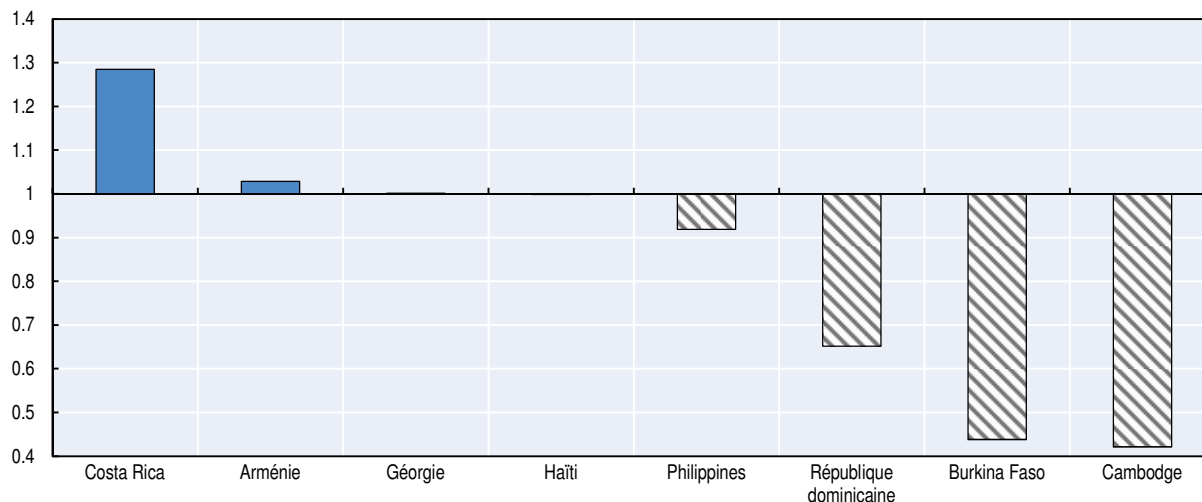
StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933479510>

Les gains en capital humain acquis grâce à la migration de retour dépendent également du type de personnes qui reviennent. La comparaison des niveaux d'éducation des émigrés actuels et des migrants de retour peut donner une idée du groupe de migrants qui revient (graphique 10.7). En Arménie et au Costa Rica, les personnes les plus instruites ont davantage tendance à revenir par rapport à celles dont le niveau d'éducation est inférieur, alors que l'inverse se produit au Burkina Faso, au Cambodge, en République dominicaine et aux Philippines. Les pays d'origine pourraient faire plus pour favoriser le retour des migrants très qualifiés, que ce soit de manière temporaire ou permanente.

Les compétences mobiles, c'est-à-dire celles qui peuvent être transférées de manière efficace entre les métiers et les secteurs d'activité dans les différents pays, jouent un rôle important en exploitant toutes les compétences et connaissances acquises à l'étranger par les migrants de retour. Elles influencent la situation professionnelle et la prime salariale des migrants de retour. Comme l'explique le chapitre 3, les compétences professionnelles des migrants de retour diffèrent de celles des émigrés. Au Costa Rica, en Haïti et aux Philippines, les migrants de retour ont plus de chance que les non-migrants d'occuper des postes plus qualifiés (graphique 3.12). L'inadéquation des compétences ou la surqualification peut entraver la participation des migrants de retour au marché de l'emploi (Calenda, 2014 ; CODEV-EPFL et al., 2013). En comparaison avec les non-migrants, dans la plupart des pays une plus grande part de migrants de retour est surqualifiée pour son emploi (graphique 10.8). Toutefois, ce n'est pas le cas au Burkina Faso où 93 % des migrants de retour (contre 64 % des non-migrants) n'ont pas reçu d'instruction.


Graphique 10.7. Les migrants très instruits ne sont pas les plus enclins à regagner leur pays d'origine, et ce pour la plupart des pays

Ratio entre la part de migrants de retour très instruits et la part d'émigrés très instruits



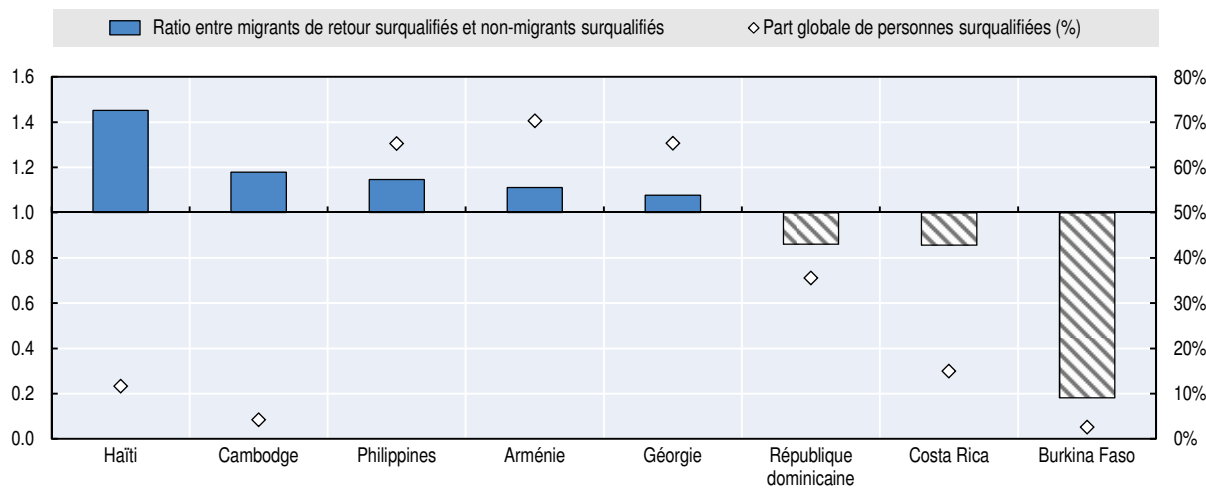
Note : Une valeur supérieure à 1 indique que les migrants de retour sont plus nombreux que les émigrés à avoir au moins achevé des études secondaires supérieures ; une valeur inférieure à 1 indique l'inverse. La Côte d'Ivoire et le Maroc sont exclus en raison du manque de données.

Source : Élaboré à partir des données IPPMD.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933479522>

Graphique 10.8. Les migrants de retour sont plus souvent surqualifiés pour leur emploi que les non-migrants

Ratio de migrants de retour surqualifiés par rapport aux non-migrants



Note : La surqualification se mesure en comparant le niveau de compétence des métiers exercés (chapitre 3) au niveau d'instruction. Si le ratio sur l'axe de gauche est supérieur à 1, la part des personnes surqualifiées pour leur emploi est plus élevée chez les migrants de retour que chez les non-migrants ; le contraire s'applique si le ratio est inférieur à 1. L'axe de droite montre la part globale de la population autochtone surqualifiée dans chaque pays. La Côte d'Ivoire et le Maroc sont exclus en raison du manque de données.

Source : Élaboré à partir des données IPPMD.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933479535>

Les données IPPMD indiquent que plus de la moitié des migrants de retour ont rencontré certaines difficultés après leur retour (graphique 10.9). L'une des difficultés de réintégration les plus fréquemment citées est celle de trouver un emploi correspondant à

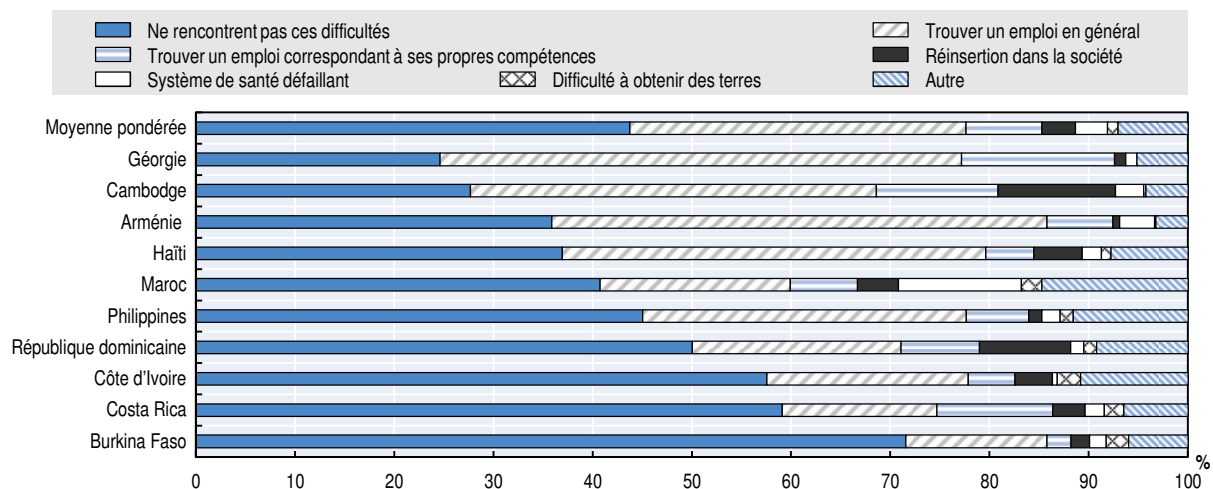
leurs compétences. Au Cambodge, au Costa Rica et en Géorgie, plus de 10 % des migrants de retour l'ont mentionnée. En général, l'intégration au marché de l'emploi nationale est la principale préoccupation, et de nombreux migrants de retour observent qu'il est difficile de trouver un emploi quel qu'il soit.

Les effets d'entraînement du transfert des normes entre les migrants de retour et les non-migrants peuvent être étendus

Les migrants de retour aident à façonner le débat public, en transformant l'environnement local et en remettant en question les approches traditionnelles. Cependant, leur influence réelle repose sur leurs caractéristiques individuelles et leur expérience migratoire, ainsi que sur la taille de la communauté des migrants de retour dans une localité donnée.

Graphique 10.9. Le plus grand défi des migrants de retour est de trouver un emploi

Défis auxquels font face les migrants de retour



Source : Élaboré à partir des données IPPMD.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933478497>

Bien que les données IPPMD n'en disent pas beaucoup sur la façon dont le capital social rapporté par les migrants de retour influence leurs pays d'origine, quelques autres études examinent ce lien. Le transfert des normes est influencé à la fois par le pays d'origine et le pays de destination, et peut également avoir des conséquences négatives, par exemple en transférant des modèles de comportement discriminatoires au sein de ménages ou de pays jusqu'alors plus libéraux (Tuccio et Wahba, 2015). On peut citer, à titre d'exemple, l'influence de la migration de retour sur les modèles de fécondité (Beine et al., 2013 ; Bertoli et Marchetta, 2015). Les anciens pays de résidence des migrants de retour qui présentent des taux de fécondité élevés influencent de manière positive les modèles de fécondité dans le pays d'origine et, inversement, un faible taux de fécondité dans le pays de destination fait baisser le taux dans le pays d'origine (Beine et al., 2013).

Les migrants de retour ont également tendance à influencer sur le comportement électoral, l'engagement politique au niveau local et l'engagement politique des non-migrants. L'expérience de la migration peut influencer les attitudes et le comportement politiques des migrants de retour à la fois de manière positive et négative. Les étudiants de retour d'un pays démocratique peuvent créer un groupe d'influence et transférer des valeurs démocratiques chez eux (Spilimbergo, 2009). En outre, la présence de migrants de retour tend à augmenter

la participation électorale des non-migrants (Waddell et Fontenla, 2015) et à modifier le comportement électoral au sein des communautés (Chauvet et Mercier, 2014). Par ailleurs, en ayant eu l'occasion de connaître différentes religions, normes sociales ou politiques à l'étranger, les migrants de retour peuvent se montrer plus tolérants à l'égard de la diversité par rapport aux non-migrants (Pérez-Armendáriz et Crow, 2009).

Les politiques sectorielles jouent un rôle limité dans la décision et la durabilité de la migration de retour

De plus en plus de pays instaurent des politiques et des programmes directement axés sur les migrants de retour potentiels. Par exemple, l'Arménie vise à promouvoir la migration de retour en renforçant les canaux d'information. Grâce à ses liens étroits avec les réseaux de la diaspora, le gouvernement organise des salons de l'emploi dans les principaux pays de destination des émigrés afin de faire la publicité des offres d'emplois sur le marché de l'emploi arménien. L'offre d'avantages financiers et non financiers aux migrants de retour permet également d'augmenter les incitations au retour. Ces avantages peuvent aller des exonérations de droits ou taxes pour le transport des biens personnels à des subventions salariales ou un capital fourni pour la création d'une micro-entreprise.

Comme nous l'avons vu précédemment, les migrants de retour peuvent rencontrer certaines difficultés à se réintégrer dans la vie économique, sociale et politique de leur pays d'origine après leur retour. En réalité, les données IPPMD indiquent que plus de la moitié des migrants de retour ont été confrontés à certaines difficultés après leur retour, parmi lesquelles la réintégration sur le marché de l'emploi local tient une place importante. Pour les migrants de retour, trouver un emploi qui correspond à leurs qualifications est une difficulté supplémentaire. Haïti en est la parfaite illustration. Si l'inadéquation des compétences soulève un problème général pour un grand nombre de personnes, une part bien plus importante de migrants de retour constatent que leurs compétences ne correspondent pas vraiment au marché de l'emploi local (graphique 10.8). Des programmes de réintégration ciblés, tels qu'une formation de requalification pour les migrants de retour ou la création d'environnements mettant davantage à profit leurs compétences, peuvent permettre de résoudre ces problèmes.

Les politiques de développement sectorielles peuvent également jouer un rôle en faisant revenir les émigrés et en les réintégrant. Les subventions agricoles ou les politiques visant à améliorer le système d'enseignement peuvent encourager les retours. Les politiques d'investissement peuvent également avoir des répercussions indirectes sur l'utilisation des ressources financières que les migrants de retour rapportent avec eux. Les politiques du marché de l'emploi qui renforcent l'efficacité du marché et augmentent le capital humain, ainsi que les programmes de protection sociale, peuvent aussi aider les migrants de retour à réussir leur réintégration.

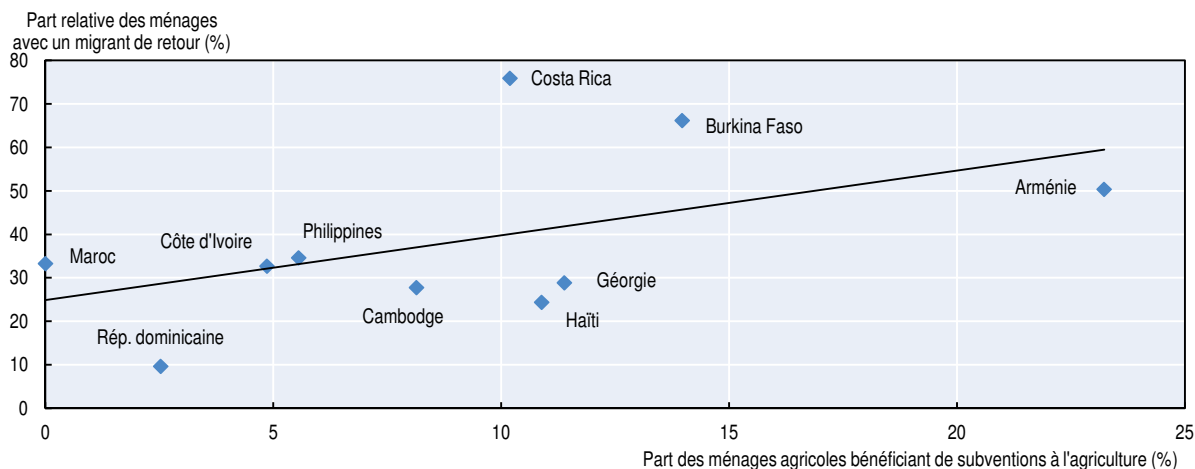
Cependant, les politiques sectorielles individuelles ne suffisent pas. Pour une influence durable sur le retour, il convient de mettre en place une combinaison de politiques. Par exemple, même en présence de bonnes perspectives d'emploi et d'un marché de l'emploi efficace dans le pays d'origine, si le système d'éducation est défaillant les parents d'enfants d'âge scolaire peuvent être réticents à revenir. Une combinaison de politiques publiques peut permettre de faire revenir les ressortissants partis à l'étranger et garantir la durabilité de leur retour.

Les politiques qui atténuent les contraintes financières dans le pays d'origine peuvent attirer les migrants de retour

Alléger les contraintes financières des ménages dans leur pays d'origine peut encourager les émigrés à revenir. La première partie du rapport a déjà établi que les politiques offrant des transferts financiers ou en nature influent sur les décisions de migration des ménages. Le graphique 10.10 détermine la part de ménages avec un migrant de retour (tableau 10.1) et la part de ménages agricoles bénéficiant de tout type de subventions agricoles. Le graphique montre que la part de la migration de retour est supérieure dans les pays où une grande partie des ménages agricoles bénéficie de transferts financiers directs, ce qui signifie que ces politiques peuvent permettre d'attirer des migrants de retour. Cela peut s'expliquer par le fait que, grâce à ces transferts de fonds, les ménages ont sans doute pu couvrir leurs frais de retour.

Graphique 10.10. Plus la part des ménages agricoles bénéficiant de subventions à l'agriculture est élevée, plus la part des ménages avec des migrants de retour est importante

Part relative des ménages avec un migrant de retour (%) et part des ménages bénéficiant de subventions agricoles (%)



Note : L'échantillon se limite aux ménages agricoles.

Source : Élaboré à partir des données IPPMD.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933479546>

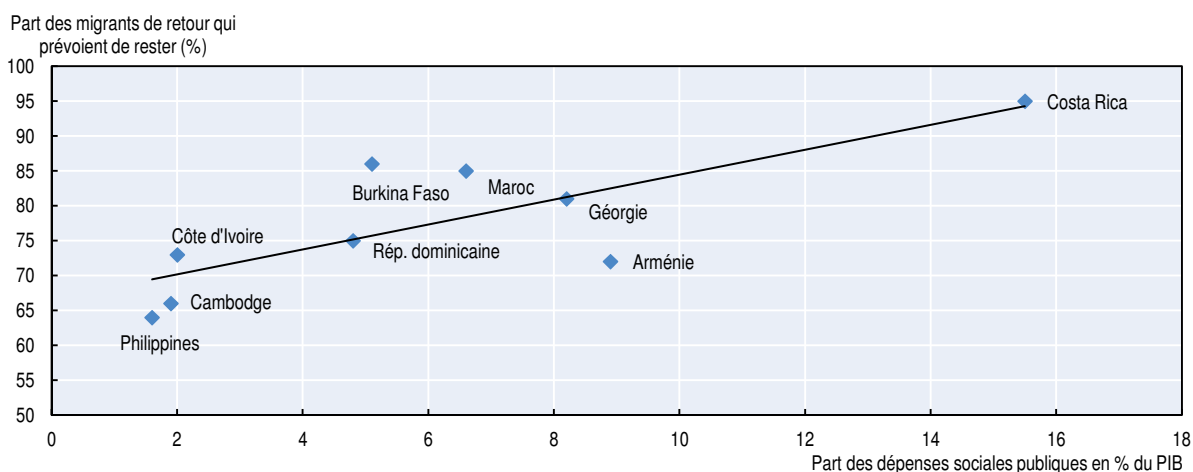
Les politiques qui réduisent le risque peuvent faire revenir les émigrés et encourager les migrants de retour à rester

La vulnérabilité des ménages est un facteur moteur essentiel des migrations. Si ces vulnérabilités n'ont pas été traitées, par exemple au moyen de régimes de protection sociale, de programmes de création d'emplois publics ou de programmes agricoles fondés sur des assurances, il est peu probable que les émigrés souhaitent revenir. Ainsi, les données IPPMD montrent que les migrants de retour ont moins de chance que les non-migrants de bénéficier d'un régime public de retraite, ce qui peut décourager les émigrés qui souhaitent revenir de le faire. Non seulement les politiques qui réduisent le risque peuvent inciter davantage les émigrés à revenir, mais elles peuvent aussi contribuer à garantir la durabilité du retour. Dans les faits, les migrants de retour en Arménie auront moins tendance à prévoir une nouvelle émigration s'ils ont accès à un régime public de retraite. Le graphique 10.11 montre la corrélation entre les dépenses publiques en matière de protection sociale et la part de migrants de retour qui prévoient de rester dans leur pays d'origine. Cette corrélation

révèle le lien potentiel entre les mécanismes de réduction des risques et la durabilité de la migration de retour, et montre que dans les pays où les dépenses sociales publiques sont supérieures, la part de migrants de retour qui ne prévoient pas de repartir est également supérieure. Les données confirment également que les dépenses supérieures en matière de protection sociale sont positivement corrélées avec une plus grande part de migrants de retour. Cette situation est partiellement liée à la stabilité économique et politique des pays, qui rend la migration de retour plus attractive. Les pays plus stables disposent de plus de ressources pour augmenter les dépenses sociales publiques.

Graphique 10.11. Les migrants de retour sont plus nombreux à envisager de rester dans les pays où les dépenses en matière de protection sociale sont plus élevées

Part des migrants de retour qui prévoient de rester et part des dépenses sociales publiques en pourcentage du PIB (%)



Note : Les dépenses publiques en matière de protection sociale sont calculées en % du PIB pour l'année la plus récente entre 2010, 2011 ou 2012. Haïti n'est pas inclus en raison du manque de données.

Sources : Élaboré à partir des données IPPMD et ILOSTAT pour les dépenses publiques en matière de protection sociale, <http://www.ilo.org/ilostat/faces/ilostat>.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933479557>

Recommandations de politiques

La migration de retour offre d'immenses possibilités de développement, découlant des atouts financiers, humains et sociaux portés par les migrants de retour. Ce chapitre a montré les influences positives que peut avoir la migration de retour sur l'investissement dans la création d'entreprise et l'activité indépendante, le transfert des compétences et des connaissances ainsi que sur les normes sociales. La prise de conscience croissante du potentiel de la migration de retour en matière de développement en a fait un sujet politique important dans les pays d'origine, et de nombreux pays en développement ont mis en place des politiques et des programmes spécifiquement axés sur les éventuels migrants de retour.

Néanmoins, l'absence d'autres politiques peut affaiblir ce potentiel. Un système de santé déficient, des institutions publiques faibles et un environnement défavorable à l'investissement peuvent décourager les gens de revenir ou de rester longtemps. Il est donc important d'offrir un environnement favorable dans le pays d'origine dans les domaines social, économique et politique.

Tableau 10.3. **Les politiques pour tirer le meilleur parti des migrations de retour**

RECOMMANDATIONS TRANSVERSALES	
Marché de l'emploi	<ul style="list-style-type: none"> ● Étendre les activités des agences gouvernementales pour l'emploi afin d'atteindre les émigrés à l'étranger. Ces agences devraient également cibler les migrants de retour de sorte qu'ils aient plus de chances de trouver un emploi formel. ● S'assurer que les programmes de formation professionnelle répondent aux besoins du marché de l'emploi domestique, afin de favoriser l'intégration des migrants de retour dans le marché de l'emploi.
Éducation	<ul style="list-style-type: none"> ● Faciliter et améliorer la reconnaissance des diplômes obtenus à l'étranger, afin d'aider les migrants de retour à faire valider leurs compétences. ● Offrir des formations et des cours de remise à niveau aux migrants de retour potentiels, en particulier ceux qui ont des diplômes, afin de faciliter leur réintégration dans le marché de l'emploi du pays d'origine.
Investissement et services financiers	<ul style="list-style-type: none"> ● Renforcer l'accès des migrants de retour aux informations concernant les outils financiers et les opportunités financières, afin de permettre aux entrepreneurs potentiels de créer et d'agrandir leur entreprise et de créer plus d'emplois, en particulier dans les zones rurales et dans le secteur agricole. ● Ne pas taxer les capitaux rapatriés utilisés pour créer des entreprises. ● Fournir aux migrants de retour des informations sur les opportunités d'investissement par le biais de réseaux d'investissement et de sites web sur mesure.
Protection sociale et santé	<ul style="list-style-type: none"> ● Veiller à faciliter les démarches des migrants dans le domaine de la protection sociale et de la santé lorsqu'ils regagnent leur pays d'origine, afin de réduire le besoin d'émigrer à nouveau. ● Passer des accords bilatéraux avec les principaux pays de destination pour assurer la transférabilité des droits de pension et des autres avantages sociaux.
RECOMMANDATIONS CIBLÉES	
Migrations et développement	<ul style="list-style-type: none"> ● Créer un portail officiel d'information, tel qu'un site web, afin de fournir des informations complètes aux migrants de retour potentiels. ● Organiser des salons de la diaspora dans les principaux pays de destination, afin d'offrir des opportunités d'emplois et d'investissements aux migrants de retour potentiels. ● Offrir des incitations financières, telles que des exonérations de droits sur le transport des effets personnels, et des subventions salariales pour les migrants de retour très qualifiés.

Note

1. Le projet n'a pas explicitement pris en compte la migration de retour dans sa stratégie d'échantillonnage. Ainsi, les ménages de migrants de retour ont été suréchantillonnés dans la population globale des ménages, mais sélectionnés de manière aléatoire dans le groupe de ménages de migrants (voir chapitre 2 pour plus de détails sur les procédures d'échantillonnage).

Références

- Beine, M., F. Docquier et Schiff, M. (2013), « International migration, transfer of norms and home country fertility », *Canadian Journal of Economics/Revue canadienne d'économie*, vol. 46/4, Wiley, Hoboken, NJ, pp. 1406–1430, <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/caje.12062/abstract>.
- Bertoli, S. et F. Marchetta (2015), « Bringing it all back home: Return migration and fertility choices », *World Development*, vol. 65/C, Elsevier, Amsterdam, pp. 27–40, <http://cerdi.org/uploads/ed/2012/2012.01.pdf>.
- Calenda, D. (2014), « Return migrants' employment trajectories », *Reintegration and Development*, Return Migration and Development Platform, EUI, San Domenico di Fiesole, Italie.
- Chauvet, L. et M. Mercier (2014), « Do return migrants transfer political norms to their origin country? Evidence from Mali », *Journal of Comparative Economics*, vol. 42/3, Elsevier, Amsterdam, pp. 630–651, <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S014759671400002X>.
- CODEV-EPFL, IDSK, JNU et OIT (2013), « Migration, scientific diasporas and development : Impact of skilled return migration on development in India », Final Research Report, CODEV-EPFL, Lausanne, www.ilo.org/global/topics/labour-migration/publications/WCMS_232070/lang-en/index.htm.
- De Vreyer, P., F. Gubert et A. S. Robilliard (2010), « Are there returns to migration experience? An empirical analysis using data on return migrants and non-migrants in west Africa », *Annals of Economics and Statistics*, vol. 97/98, GENES, Paris, pp. 307–28, <http://www.jstor.org/stable/41219120>.
- Mezger Kveder C. et M. L. Flahaux (2013), « Returning to Dakar : A mixed methods analysis of the role of migration experience for occupational status », *World Development*, vol. 45, Elsevier, Amsterdam, pp. 223–238, <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0305750X12002884>.

- OCDE (2008), « Les migrations de retour : un nouveau regard », *Perspectives des migrations internationales* 2008, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/migr_outlook-2008-fr.
- Pérez-Armendáriz, C. et D. Crow (2009), « Do migrants remit democracy ? International migration, political beliefs, and behavior in Mexico », *Comparative Political Studies*, vol. 43/1, SAGE Publications, Los Angeles, pp. 119–148.
- Piracha, M. et F. Vadean (2009), « Return migration and occupational choice », IZA Discussion Paper n° 3922, IZA, Bonn, <http://ftp.iza.org/dp3922.pdf>.
- Spilimbergo, A (2009), « Democracy and foreign education », *American Economic Review*, vol. 99/1, mars 2009, AEA, Pittsburgh, <https://www.aeaweb.org/articles?id=10.1257/aer.99.1.528>.
- Tuccio, M. et J. Wahba (2015), « Can I have permission to leave the house ? Return migration and the transfer of gender norms », IZA Discussion Paper n° 9216, IZA, Bonn, http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2655237.
- Waddell, B. J. et M. Fontenla (2015), « The Mexican Dream ? The effect of return migrants on hometown development », *The Social Science Journal*, vol. 52/3, Elsevier, Amsterdam, <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0362331915000282>.



Extrait de :

Interrelations between Public Policies, Migration and Development

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264265615-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2017), « Capitaliser sur la migration de retour en la rendant plus attractive et durable », dans *Interrelations between Public Policies, Migration and Development*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264274136-12-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.